

La situation du budget de l'État

Au 31 mai 2013

Adresses Internet : <http://www.economie.gouv.fr/situation-mensuelle-budgetaire-au-31-mai-2013>

Ou : <http://www.performance-publique.budget.gouv.fr/ressources-documentaires/documentation-budgetaire/la-situation-mensuelle-du-budget-de-letat.html>

Solde

Le solde général d'exécution s'établit à fin mai à -72,6 Md€ contre -69,6 Md€ à fin mai 2012. Cet écart s'explique principalement par la perception, début 2012, de 2,6 Md€ de recettes liée à l'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences dans la bande 800 MHz en France métropolitaine pour établir et exploiter un réseau radioélectrique mobile ouvert au public (fréquences dites « 4G »). Il s'explique également par l'augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement (BEI) pour 1,6 Md€ et la dotation au Mécanisme européen de stabilité pour 3,3 Md€.

Dépenses

Au 31 mai 2013, les dépenses (budget général et prélèvements sur recettes) atteignent 169,4 Md€ (163,9 Md€ hors dépenses exceptionnelles présentées ci-dessous) contre 159,5 Md€ au 31 mai 2012.

Une augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement (BEI) est intervenue en mars 2013 pour un montant de 1,6 Md€. Une troisième tranche d'apport en capital au Mécanisme européen de stabilité (MES) a par ailleurs été versée par la France en avril 2013 pour un montant de 3,3 Md€. Ces deux opérations, de nature financière, ne pèsent pas sur le déficit public au sens de Maastricht. Ces deux dépenses exceptionnelles expliquent l'évolution dynamique des dépenses de fonctionnement à fin mai.

Ce montant est conforme à la prévision de dépenses de la loi n° 2012-1509 de finances pour 2013. Les dépenses de personnel hors pensions restent globalement stables par rapport à 2012. Le prélèvement sur recettes au profit de l'Union européenne s'élève à 12,2 Md€ à fin mai 2013 (10,8 Md€ à fin mai 2012) en raison notamment du paiement exceptionnel en janvier 2013 de deux budgets rectificatifs au titre de l'année 2012 pour un montant de 0,6 Md€.

Recettes

Au 31 mai 2013, les recettes du budget général (nettes des remboursements et dégrèvements) s'établissent à 117,6 Md€ contre 111,2 Md€ à fin mai 2012.

A fin mai, les recettes fiscales nettes sont en hausse de plus de 7 Md€ par rapport à 2012 ce qui témoigne d'une amélioration des encaissements par rapport au mois d'avril. Les rentrées fiscales sont néanmoins relativement volatiles d'un mois sur l'autre. Comme indiqué à la représentation nationale lors du débat d'orientation des finances publiques, l'évolution globale des recettes fiscales nettes présente un aléa baissier par rapport aux prévisions présentées dans le programme de stabilité, débattu au Parlement mi-avril.

S'agissant des recettes non fiscales, l'écart constaté à fin mai, par rapport à l'exécution 2012, résulte, pour l'essentiel, d'une recette exceptionnelle enregistrée en janvier 2012 par le budget général, liée à l'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences dans la bande 800 MHz en France métropolitaine pour établir et exploiter un réseau radioélectrique mobile ouvert au public (fréquences dites « 4G »).

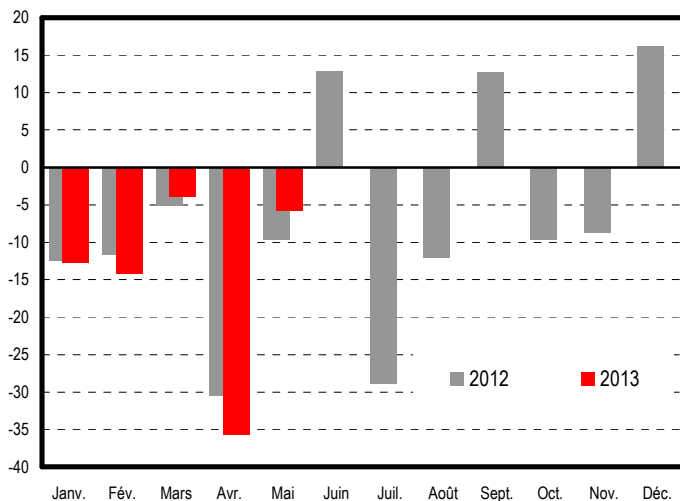
Solde (hors FMI)

en millions d'euros	2011	2012	Niveau à la fin mai	mai 13 / mai
---------------------	------	------	---------------------	--------------

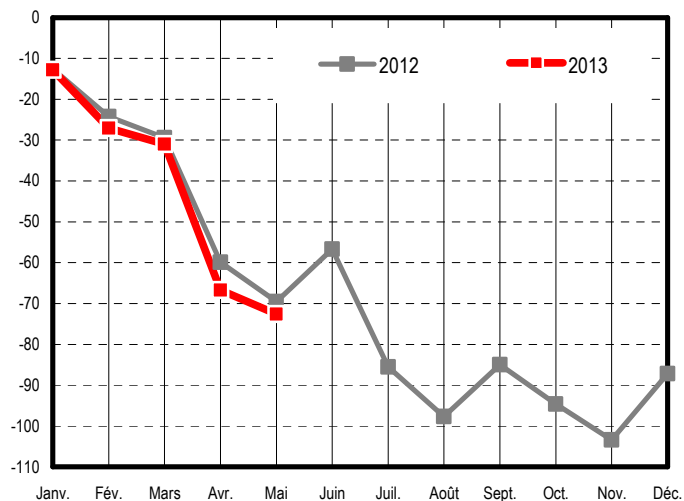
			2011	2012	2013	12
Solde du budget général	-90 092	-88 156	-43 954	-48 319	-51 789	
Dépenses (budget général et prélèvements sur recettes)	365 318	374 171	152 729	159 484	169 359	6,2%
Recettes (nettes des remboursements et dégrèvements)	275 226	286 014	108 775	111 165	117 570	5,8%
Solde des comptes spéciaux	-626	1 006	-24 416	-21 240	-20 850	
<i>dont avances aux collectivités territoriales</i>	696	1 089	-23 856	-21 664	-22 572	
Solde général d'exécution	-90 718	-87 150	-68 370	-69 559	-72 639	

Solde d'exécution (en milliards d'euros)

valeurs mensuelles



cumul depuis le début de l'année



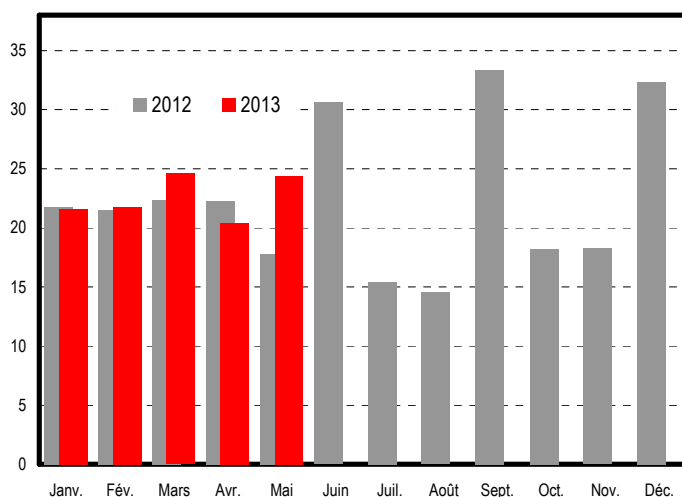
Recettes (nettes des remboursements & dégrèvements)

en millions d'euros	Exécution	Programme de stabilité	Niveau à la fin mai		Variations à la fin mai	
	2012	2013	2012	2013	2013/2012 Périimètre courant	2013/2012 Périimètre constant
Recettes fiscales - nettes ⁽¹⁾	268 438	290 367	105 701	112 775	6,7%	6,4%
Impôt sur le revenu – net ⁽²⁾	59 480	70 820	28 966	33 205	14,6%	14,6%
Impôt sur les sociétés – net ⁽¹⁾⁽³⁾	40 832	51 422	7 598	10 053	32,3%	15,4%
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE)	13 498	13 319	5 358	5 201	-2,9%	-2,9%
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) – nette ⁽¹⁾	133 403	136 715	55 514	56 366	1,5%	1,5%
Autres recettes fiscales – nettes ⁽¹⁾	21 224	18 091	8 265	7 950	-3,8%	7,1%
Recettes non fiscales	14 110	13 910	4 921	3 482	-29,2%	-25,6%
Recettes du budget général (hors fonds de concours)	282 548	304 277	110 622	116 257	5,1%	5,1%
Fonds de concours	3 467	3 320	543	1 313	ns	ns
Recettes du budget général (yc fonds de concours)	286 014	307 597	111 165	117 570	5,8%	5,7%

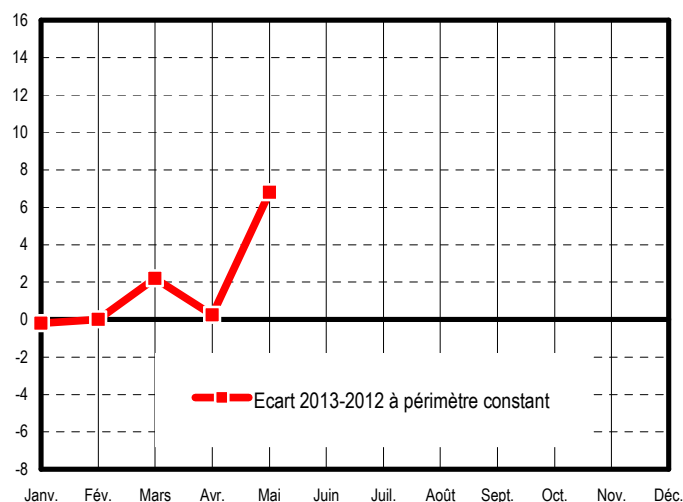
(1) Recettes nettes des remboursements et des dégrèvements; (2) Recettes d'impôt sur le revenu nettes des remboursements et des dégrèvements dont ceux relatifs à la prime pour l'emploi; (3) Hors CSB

Recettes fiscales nettes (en milliards d'euros)

valeurs mensuelles

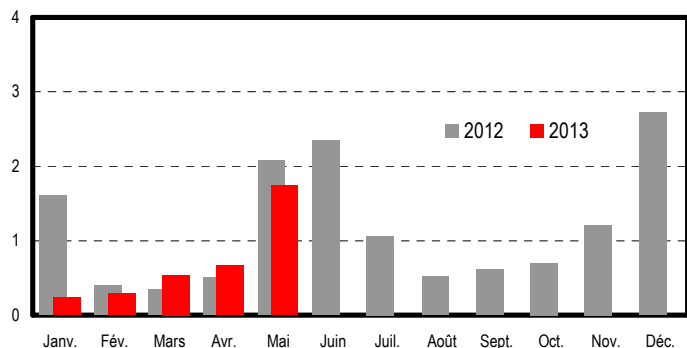


écart 2013-2012 (cumul depuis le début de l'année)

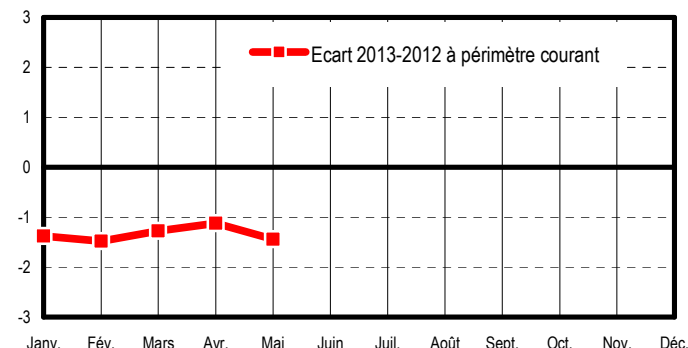


Recettes non fiscales (en milliards d'euros)

valeurs mensuelles



écart 2013-2012 (cumul depuis le début de l'année)



Avertissement : les pourcentages d'évolution ne sont pas significatifs lorsque le nombre figurant au dénominateur est petit et, de ce fait, ne sont pas affichés (mention « ns »).

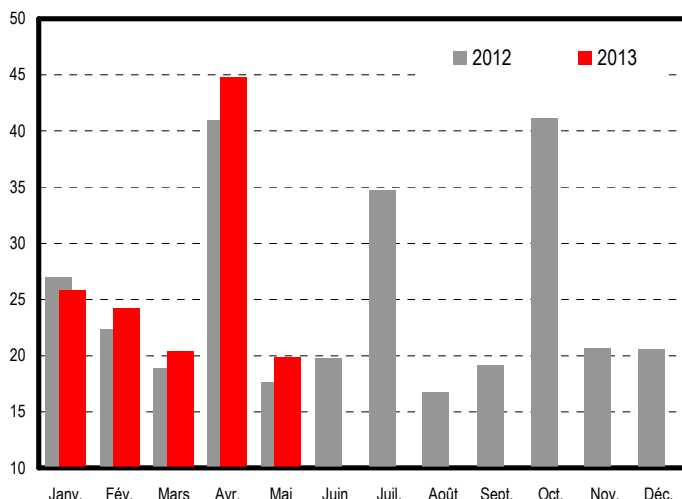
Dépenses (hors remboursements & dégrèvements)

en millions d'euros	Exécution	Niveau à la fin mai		Variations à la fin mai	
	2012	2012	2013	Périmètre courant	Périmètre constant
Dotations des pouvoirs publics	992	997	991	-0,6%	-0,6%
Dépenses de personnel	118 945	49 800	50 819	2,0%	2,4%
Dépenses de fonctionnement ⁽¹⁾	54 896	20 273	26 877	32,6%	31,4%
Charges de la dette de l'État	46 303	19 134	19 898	4,0%	4,0%
Dépenses d'investissement	11 028	4 887	5 167	5,7%	5,6%
Dépenses d'intervention	66 153	30 933	30 443	-1,6%	-1,4%
Dépenses d'opérations financières	1 218	684	790	15,5%	15,5%
Dépenses du budget général ⁽¹⁾	299 535	126 708	134 985	6,5%	6,5%
Prélèvement sur recettes au profit des collectivités territoriales	55 584	21 931	22 214	1,3%	1,3%
Prélèvement sur recettes au profit de l'Union européenne	19 052	10 846	12 160	12,1%	12,1%
Prélèvements sur recettes	74 635	32 776	34 374	4,9%	4,9%
Dépenses (budget général et prélèvements sur recettes)	374 171	159 484	169 359	6,2%	6,2%

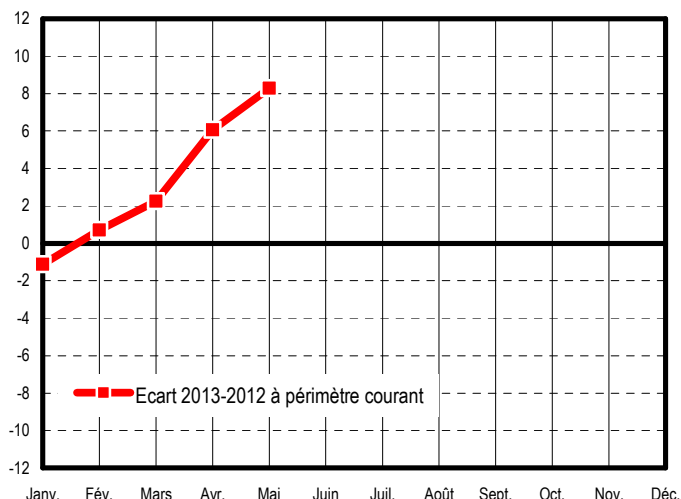
(1) Y compris versement à la Banque européenne d'investissement (BEI) et dotation au mécanisme européen de stabilité (MES)

Dépenses du budget général (en milliards d'euros)

valeurs mensuelles



écart 2013-2012 (cumul depuis le début de l'année)



Lois de finances – exécution (hors FMI)

en millions d'euros	2011			2012			2013
	LFI	LFR4	EXE	LFI	LFR3	EXE	LFI
Dépenses	363 194	365 149	365 318	368 482	374 237	374 171	378 768
Prélèvements sur recettes	73 578	74 131	74 067	74 457	74 641	74 635	76 128
Dépenses du budget général ^{(1) (2)}	289 616	291 018	291 251	294 024	299 596	299 535	302 640
- dont dépenses financées hors fonds de concours	286 390	287 792	287 422	290 714	296 285	296 069	299 320
Recettes	274 981	273 222	275 226	294 114	287 433	286 014	316 145
Recettes fiscales nettes ⁽³⁾	254 882	253 478	255 018	274 947	270 072	268 438	298 616
Recettes non fiscales	16 873	16 518	16 379	15 857	14 050	14 110	14 209
Fonds de concours	3 226	3 226	3 829	3 310	3 310	3 467	3 320
Solde des comptes spéciaux ⁽⁴⁾	-3 426	-3 425	-626	-4 361	611	1 006	307
Dont avances aux collectivités territoriales	1 171	428	696	650	1 050	1 089	737
Solde général d'exécution (hors budgets annexes) ⁽⁴⁾	-91 639	-95 352	-90 718	-78 729	-86 194	-87 150	-62 317
Pour mémoire : remboursements et dégrèvements	82 153	85 552	84 395	85 438	91 612	90 559	96 163

(1) hors remboursements et dégrèvements (2) le montant des dépenses financées par les fonds de concours est égal, par convention, à celui des recettes encaissées à ce titre
(3) nettes des remboursements et dégrèvements (4) hors FMI